

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL
*Paraissant les 15 et 30
de chaque mois*



**09 DHIELHAJA 1413
30 mai 1993**

36^e année

Sommaire II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

Premier Ministère

Actes Divers

17 mai 1993

Arrêté n° 276 Portant nomination d'un attaché

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Actes Réglementaires

23 janvier 1993

Décret n° 10-93 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 18 décembre 1988 entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds International pour le Développement Agricole et Rural, relatif au financement du projet d'Amélioration des cultures de décrue

Ministère de la Défense Nationale

Actes Divers

28 avril 1993

Décision n° 896 portant révocation d'un militaire de la Gendarmerie Nationale coupable d'un crime de droit commun

28 avril 1993

Décision n° 897 portant admission à la retraite d'ancienneté de personnel non officier de la Gendarmerie Nationale

28 avril 1993

Décision n° 898 portant acceptation de démission de personnel non officier de la Gendarmerie Nationale

28 avril 1993

Décision n° 899 portant révocation d'un militaire de la Gendarmerie Nationale

28 avril 1993

Décision n° 900 portant renvoi dans ses foyers d'un gendarme stagiaire coupable d'un crime de droit commun

22 mai 1993

Décret n° 50-93 portant acceptation de démission d'officiers d'active de l'Armée Nationale

Ministère de la Justice

Actes Divers

22 mai 1993

Décret n° 51-93 portant nomination de deux Conseillers Administratifs à la Cour Supérieure de Justice

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes Réglementaires

28 avril 1993

Arrêté conjoint n° R - 053 portant approbation des budgets des communes de Nouadhibou

Actes Divers

28 avril 1993

Décision n° 903 portant attribution des diplômes (C.T.2) trans à dix (10) gardes nationaux (C.T.1) infirmier à cinq (5) gardes nationaux

28 avril 1993	Décision n° 904 portant attribution attribution de deux (2) années à un sous-officier
28 avril 1993	Décision n° 907 accordant une commission de deux (2) années à trois (3) sous-officiers de la Garde Nationale.
22 mai 1993	Décret n° 93-066 portant nomination de certains fonctionnaires au Ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications.
22 mai 1993	Décret n° 93-067 portant nomination de certains fonctionnaires au Ministère de l'Intérieur des Postes et Télécommunications.
22 mai 1993	Décret n° 93-068 portant nomination de Walis Mouqaidis.

Ministère des Mines et de l'Industrie

Actes divers	
28 avril 1993	Arrêté n° 255 du portant détachement d'un fonctionnaire

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports

Actes Réglementaires	
3 juin 1992	Arrêté n° 035 portant insertion des clauses de travail dans les marchés administratifs au nom de l'Etat et pour le compte de l'Etat, des collectivités publiques et des établissements publics.

Actes divers

9 juin 1990	Arrête n° 406 portant nomination et titularisation d'une inspectrice de bibliothèque
27 avril 1993	Arrêté n° 243 constatant le décès de trois (3) fonctionnaires.
27 avril 1993	Arrêté n° 245 portant nomination d'un professeur licencié stagiaire
27 avril 1993	Arrêté n° 246 portant rectificatif de l'arrêté n° 489 du 2/09/92 portant titularisation de certains professeurs de l'enseignement supérieur.
28 avril 1993	Arrête n° 250 portant titularisation d'un professeur licencié
28 avril 1993	Arrêté n° 254 portant titularisation d'un professeur licencié
28 avril 1993	Arrêté n° 258 portant nomination et titularisation d'un ingénieur de l'Economie Rurale

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

Actes divers

25 avril 1993	Arrêté n° 242 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° R 222 du 28 novembre 1990 autorisant l'ouverture d'une clinique médicale.
27 avril 1993	Arrêté n° 248 portant autorisation d'ouverture d'un laboratoire de prothèse dentaire
27 avril 1993	Arrêté n° 249 portant ouverture d'un cabinet dentaire à Nouakchott.

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement

Actes Réglementaires	
22 mai 1993	Décret 93-069 Modifiant le Décret n° 91-026/MI du 14/02/91 Portant création et organisation d'un établissement Public à caractère Administratif dénommé "Télévision de Mauritanie"
22 mai 1993	Décret 93-070 modifiant le décret n° 91-013/du 18/01/91 portant création et organisation d'un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Imprimerie Nationale"
22 mai 1993	Décret 93-071 modifiant le décret n° 91-013/du 18/01/91 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Radio de Mauritanie"

Banque Centrale de Mauritanie

Actes Réglementaires

11 mai 1993	Décret n° 49 93 portant approbation des comptes de la Banque Centrale de Mauritanie
-------------	---

Conseil Constitutionnel

Actes Réglementaires

29 avril 1993	Règlement n° 003 modifiant certaines dispositions du règlement n° 002 du 3 décembre 1992 dispositions du décret n° 92-04 du 22 août 1992 relatif à la carte d'immunité des membres du conseil constitutionnel.
---------------	--

III - ANNONCES LEGALES

II. - DÉCRETS, ARRÊTES, DÉCISIONS

Premier Ministère

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 276 du 17 mai 1993 portant nomination d'un attaché.

ARTICLE PREMIER - Monsieur Ahamdy Ould Hamady, est nommé Attaché au Secrétariat Général du Gouvernement chargé du service du Conseil des Ministres.

ART. 2. - Le présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération

ACTES REGLEMENTAIRES

Décret n° 10-93 du 23 janvier 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 18 décembre 1992 entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), relatif au financement du projet d'Amélioration des cultures de décrue

Vu la loi n° 93 - 14 du 21 janvier 1993 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 18 décembre 1992 entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), relatif au financement du projet d'amélioration des cultures de décrues à Maghama.

ARTICLE PREMIER - Est approuvé l'accord de prêt signé le 18 décembre 1992 entre la République Islamique de Mauritanie et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), relatif au financement du projet d'amélioration des cultures de décrues à Maghama.

ART.2. - Le présent décret est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Défense Nationale

ACTES DIVERS

Décision n° 896 du 28 avril 1993 portant révocation d'un militaire de la Gendarmerie Nationale coupable de désertion.

ARTICLE PREMIER - Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont le nom et matricule suivent est révoqué de son corps pour désertion.

Sa radiation des contrôles est fixée au 14 avril 1992.

Nom et Prénom: Sidi Mohamed
gendarme premier échelon
familiale célibataire, état
radiation; 2ans 04 mois.

ART 2.- L'intéressé sera
d'une feuille de déplacement
de ses droits, de sa résidence
son recrutement.

ART 3.- Le Chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Décision n° 897 du 28 avril 1993 portant admission à la retraite d'ancienneté de personnel non officier de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER .- Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont le nom et matricule suivant est admis à la retraite d'ancienneté pour convenances personnelles à compter du 1^{er} mars 1993.

Nom et Prénom: Cheikhna ould Tararitt, grade Adjudant chef, matricule 157 situation familiale marié père de 7 enfants , état des services à la date de radiation 31ans 09 mois.

ART 2.- Ce militaire sera muni d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation à son lieu de recrutement .

ART 3.- Le Chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Décision n° 898 du 28 avril 1993 portant acceptation de démission de personnel non officier de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER .- Les offres de démission présentées par les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules suivants sont acceptées . Leur radiation des contrôles est fixée au 1^{er} mars 1993.

Nom et Prénom Souleymane Diop, grade gendarme 4^e échelon, matricule 2437 situation familiale marié ~~sans~~ sans enfant , état des services à la date de radiation 10 ~~ans~~ 08 mois

~~Nom et~~ Prénom Abdallahi El Kory ould Abdel haye, ~~grade gendarme~~ stagiaire , matricule 3072 situation ~~familiale~~ célibataire , état des services à la date de radiation 03ans 03 mois

Nom et Prénom Dhby ould Lemrabott, grade gendarme stagiaire, matricule 3208 situation familiale célibataire , état des services à la date de radiation 02ans 04 mois

ART 2.- Ces militaires seront munis chacun en ce qui le concerne d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de leurs droits, de leur résidence d'affectation au lieu de leur recrutement .

ART 3.- Le Chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Décision n° 899 du 28 avril 1993 portant admission à la retraite d'un militaire de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER .- Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont le nom et matricule suivant est révoqué de son corps pour convenances personnelles fixée au 1^{er} février 1993.

Nom et Prénom Bouhamed ould Mohamed, grade gendarme 2^e échelon, matricule 157 situation familiale célibataire , état des services à la date de radiation 05 ans 21 jours

ART 2.- Ce militaire sera muni d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation à son lieu de recrutement .

ART 3.- Le Chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Décision n° 900 du 28 avril 1993 portant acceptation de démission de personnel non officier de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER .- Les offres de démission présentées par les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules suivants sont acceptées . Leur radiation des contrôles est fixée au 1^{er} mars 1993.

Nom et Prénom Ahrane ould Mohamed, grade gendarme 4^e échelon, matricule 3283, situation familiale marié père de 2 enfants , état des services à la date de radiation 11 novembre 1992.

ART 2.- Ce militaire sera muni d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation à son lieu de recrutement .

ART 3.- Le Chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Décret n° 50-93 du 22 mai 1993 portant acceptation de démission d'officiers d'active de l'Armée Nationale.

ARTICLE PREMIER - La démission de leurs grades, présentée par les officiers dont les noms et matricules suivent, est accordée. Ils seront rayés des contrôles de l'Armée active à partir des dates en regard de leur nom:

Lieutenant :

H'Meiditt Ould Eida 71.322 17/10/92

Lieutenant:

Mohamed Ould El Housseini

Lieutenant :

Yacoub Ould Ahmed Jeddou

ART. 2. - Le ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Justice

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 51-93 du 22 mai 1993 portant nomination de deux Conseillers Administratifs à la Cour Suprême.

ARTICLE PREMIER - Les Administrateurs ci-dessous désignés sont nommés à compter du 1er janvier 1993, pour une durée de deux (2) ans, Conseillers Administratifs à la Chambre Administrative de la Cour Suprême.

- Monsieur Mohamed Vall Ould Abdel Latif,
Conseiller au Premier Ministère

- Monsieur Sidi Youssef

Directeur de la Fonction Publique

ART. 2. - Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et des Sports sont chargés chacun de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes Réglementaires

ARRÊTÉ CONJOINT n° R - 053 du 28 avril 1993 portant approbation des budgets des communes de Nouakchott, Nouadhibou et Aleg.

ARTICLE PREMIER - Sont approuvés au titre de l'exercice budgétaire 1993 les budgets des communes suivantes qui s'équilibrent en recettes et en dépenses

communes	Budgets approuvés
Nouakchott	380.163.752UM

communes	Budgets approuvés
Nouadhibou	280.000.000UM
Aleg	0

ART 2.- Le présent Arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCISION n° 903 du 28 avril 1993 portant attribution des diplômes (C.T.2) trans à dix (10) gardes nationaux et (C.T.1) infirmier à cinq (5) gardes nationaux.

ARTICLE PREMIER. - Les gardes nationaux admis à l'issue de l'examen de fin de stage, les certificats techniques n° 1 et n° 2 leurs sont attribués conformément aux indications du tableau ci-après.

Noms et Prénoms	Grade	Mes	date	Dipl
Mohameden ould Mohamed	G.2 ech	5215	1.2.93	CT.2trans.
Mohamed ould Med Salem	G.2 ech	5323	"	"
Ahmed ould Bilal	G.2 ech	4530	"	"
hamoud ould Mohamed	G.2 ech	5097	"	"
Hamoud ould Salem	G.2 ech	5032	"	"
Sidna ould mohamed	G.2 ech	5090	"	"
Mohamed Mahmoud ould Abderrahmane	G.2 ech	5027	"	"
Mohamed Yeslem ould hejima	G.2 ech	5373	"	"
barka ould Bilal	G.2 ech	5220	"	"
Ahmedou ould Mohamed	G.2 ech	5823	"	"
moutar ould habib	G.1 ech	6006	1.2.93	CT1.infi
Mohamed ould El Hacen	G.1 ech	5382	1.2.93	CT1.infi
Sidna ould beyah	G.1 ech	4860	1.2.93	CT1.infi
Cheikhna ould Sidi El Khair	G.1 ech	6023	1.2.93	CT1.infi
Dia& Mamadou Khalidou	G.1 ech	2459	1.2.93	CT1.infi

ART 2.- La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCISION n° 904 du 28 avril 1993 portant attribution d'une commission de deux (2) années à un sous-officier de la Garde Nationale.

ARTICLE PREMIER. - Est accordée une commission de deux (2) années à compter de la date énumérée au sous-officier dont le nom et matricule suivent :

Noms et Prénoms	Grade
Sghair ould Cheikh	Adjudant

ART 2.- Le présent arrêté est officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DÉCISION n° 907 du 28 avril 1993 portant attribution d'une commission de deux (2) années à deux (2) sous-officiers de la Garde Nationale.

ARTICLE PREMIER. - Est accordée une commission de deux (2) années à compter de la date énumérée au sous-officier dont le nom et matricule suivent :

Noms et Prénoms	Grade
Ahmed ould Sidi Mohamed	A/C
Med Salem ould Mohamed m'bareck	A/C
Ahmed El hassan ould Cheikh	A/C

ART 2.- La présente décision est officielle de la République Islamique de Mauritanie.

Décret n° 93-066 du 22 mai 1993 portant nomination de certains fonctionnaires des Postes et Télécommunications.

ARTICLE PREMIER : Sont nommés à l'Administration des Postes et Télécommunications :

ADMINISTRATIONS

Wilaya de Nouakchott

Chef d'Arrondissement de Vatah Ould Ahmed administrateur 49076 en remplacement de Ahmedou appelé à d'autres fonctions.

Wilaya de Nouadhibou

Chef d'Arrondissement de Ghader Ould Teyeb, administrateur matricule 49084B en remplacement de Taleb Abderrahmane appelé à d'autres fonctions.

Wilaya du Trarza

Chef d'Arrondissement de Tékane: Aly Ould Mohamed Mahmoud, administrateur civil, matricule 53598II en remplacement de Mohamed El Moustapha Ould Mohamed Salem appelé à d'autres fonctions ;

Chef d'Arrondissement de Teguint: Mohamed Ould Mahmed Lemine Ould Bellamech, administrateur civil, matricule 49077T en remplacement de Yahya Ould Cheikh Mohamed Vall appelé à d'autres fonctions ;

Chef d'Arrondissement de Jedrel Mohguin: Dahmane Ould Beyrouk, attaché d'administration générale, matricule 25959Q en remplacement de Mohamed Lemine Ould Ehenné;

Wilaya du Tagant

Chef d'Arrondissement de Lekcheb: El Hadj abdellahi Ould Ahmed Babou, administrateur auxiliaire, matricule 41050T.

Wilaya de l'Adrar

Chef d'Arrondissement de Terguent: Abd Dayem Ould Moustapha, attaché administrateur générale, matricule 26070L en remplacement de Mohamed Issa Ould Sidi Abdellahi appelé à d'autres fonctions ;

ART. 2. - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décret n° 93-067 du 22 mai 1993 portant nomination de certains fonctionnaires au Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications.

ARTICLE PREMIER - Sont nommés au Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications:

ADMINISTRATION CENTRALE**Secrétariat Général ;**

Chef de Service Secrétariat Central: Abdel Velah O/ Mohamed Vall, attaché d'administration générale, matricule 25968 en remplacement de Baby Moulaye admis à la retraite.

Chef Division Courrier Dépo
administratif, matricule 488

Chef Division Courrier A
rédacteur auxiliaire, matricule

INSPECTION

Inspecteur de l'Administr
Moktar Al Housseyni, admi
25812 F en remplacement
retraite.

DIRECTION DE L'ADMINIS

Chef Service Commandeme
Menna, administrateur civi
remplacement de Lemrabo
d'autre fonctions ;

Chef Service Frontières: Mo
El Ghaoth, administrateur
41223G en remplacement d
appelé à d'autre fonctions ;

Chef Service Etudes Conter
Moctar El Hacén, admini
59080 R en remplacement
appelé à d'autre fonctions ;

**DIRECTION DES AFFAIRE
FINANC**

Chef Service Matériel et M
Ahmed, inspecteur du contr
54900Y en remplacement
Bakar;

Chef Division Matériel: Mo
assistant ingénieur, r
remplacement de Fall Ahma

Chef Division Budget : C
H'mada, administrateur au
F en remplacement de Sai
d'autres fonctions

Chef Service Traduction: C
Hacén, attaché d'administ
25955L en remplacement
Yedaly admis à la retraite

Chef Division Formation:
rédacteur d'administrati
25983R;

Chef Division Gestion Perso
rédacteur d'administrati
53190P en remplacement d
disponibilité;

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES ET LIBERTES PUBLIQUES

Chef Service Etudes et Documentation: Mohamed Lemine Ould Ehenna, administrateur civil, matricule 53477 B en remplacement de Zeine El Abidine Ould Cheikh appelé à d'autres fonctions;

Chef Division Etudes: El Bou Ould El Vadel administrateur auxiliaire, matricule 43205L en remplacement de Mohamed Lemine Ould Mahfoudh Ould Khattry décédé;

Chef Division Association: Amadou Abou Ba, attaché d'administration générale, matricule 56637L en remplacement de Moustapha Ould Moctar, attaché d'administration générale;

Chef Division Nationalité: Ahmed Salem Ould Nagi administrateur civil, matricule 25814II en remplacement de Ould Moustapha Ould Khyathoun attaché d'administration générale;

Chef Service Presse: Abdellahi Salem Ould Gleiguin administrateur civil, matricule 41305W en remplacement de Dahman Ould Beyrouk appelé à d'autres fonctions

ART. 2. - Le présent décret qui prend effet à compter du 14 / 10 / 1992 sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie .

Décret n° 93-068 du 28 avril 1993 portant sur le remplacement de Walis Mouçaïds.

ARTICLE PREMIER - Sont nommés, en remplacement de Walis Mouçaïds, l'Interieur, des Postes et de la Communication

ADMINISTRATEUR

WILAYA

Wali Mouçaïd
Administratives: Mohamed El Moctar, administrateur civil, matricule 34205W en remplacement de Boumoussa Ould Boumoussa appelé à d'autres fonctions

WILAYA

Wali Mouçaïd chargé de la Communication: Bounena Ould Mohamed El Moctar, administrateur civil, matricule 34205W en remplacement de Mohamed Mahmoud Ould Mohamed appelé à d'autres fonctions

ART. 2. - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de prise de possession sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

Ministère des Mines et de l'Industrie

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 255 du 28 avril 1993 portant sur le détachement d'un fonctionnaire

ARTICLE PREMIER - Monsieur Sidi Haiba Ould Teiss, ingénieur des travaux du génie civil et des techniques industrielles, de 2^{ème} classe, 8^{ème} échelon (indice 960) depuis le 11/08/87 est détaché auprès de la Société Arabe des industries métallurgiques à compter du 1er octobre 1992.

ART. 2. - La société Arabe des industries métallurgiques assurera,

pendant la durée du détachement la rémunération et les avantages de l'intéressé dans les conditions prévues à l'article 62.023 du 17 janvier 1972 susvisés.

Elle est redevable de la contribution pour la détermination de l'intéressé

ART 3 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

ACTES REGLEMENTAIRES

supplémentaires (y comp
salaires) qui devront ê
catégories de travailleurs

2- la méthode de ré-
travail, y com-
concernant :

a- le nombre d'heures à être effectuées par cours de tout niveau et pour lesquels le taux normal est appliqué.

- b- la durée moy
être effectu
employées pa
travaux de ca

3- des dispositions
et congés de mala

ART 5 - Tout litige au sujet de la durée du travail ou des conditions devant être observées conformément aux articles 2 et 3 ci-dessus est de la compétence administrative compétente pour l'inspection du travail.

ART 6 - Tout sous - l'ensemble ou d'une par dispositions du contrat p autres conditions d'empl sera solidairement resp toutes les dispositions dévolue aux sous - traita

ART 7 - Le directeur du travail, le directeur des travaux publics sont concernés de l'exécution publié au Journal Officiel de Mauritanie.

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 406 du 9 juin 1999
relatif à la mise en œuvre de la loi n° 1031 du 12 novembre 1998
et titularisation d'une inscription

ARTICLE PREMIER - Mado
ould Bouh, inspectrice au
titulaire du diplôme d'A
de Bagdad en Irak, est
nommée et titularisée en
classe 1^o échelon. (indie

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 243 du 27 avril 1993 constatant le décès de trois (3) fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER - Il est constaté la cessation définitive de fonction des défunts dont les noms suivent :

- à compter du 10/2/93
El Missilma mint Yargueitt, agent de constatation du contrôle, économique précédemment en service au Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme
- à compter du 5/2/93
N'Guira Sall, infirmière médico - sociale précédemment en service au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales
- à compter du 17/9/93
Bah Nagi ould Mohamed babou, greffier précédemment en service au Ministère de la justice.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 245 du 27 avril 1993 portant nomination d'un professeur licencié stagiaire.

ARTICLE PREMIER - Monsieur Mohamed Allah Ould ethmane, administrateur auxiliaire depuis le 11/6/92, titulaire du diplôme de maîtrise en philosophie, sociologie et psychologie de la faculté des sciences humaines de l'université Sidi Mohamed Ben Abdallah de fèz au Maroc, est à compter du 3 /3/1993 nommé professeur licencié stagiaire (indice 810) AC néant.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 246 du 27 avril 1993 portant rectificatif de l'arrêté n° 489 du 2/09/92 portant titularisation de certains professeurs de l'enseignement supérieur.

ARTICLE PREMIER - Les dispositions de l'arrêté n° 489 du 2/09/92 portant titularisation de certains professeurs de l'enseignement supérieur sont rectifiées conformément à ce qui suit en ce qui concerne Messieurs Sagna Ousmane:

AU LIEU

Niveau A1, 1er éch.

I.1

Niveau A1, 2 éch.

Le reste sans

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 250 du 28 avril 1993 portant titularisation d'un professeur.

ARTICLE PREMIER - M. Ould Moubareck, professeur licencié (indice 810) depuis le 1/10/ 89, est à compter du 1/10/89, titularisé professeur licencié AC 1an

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 254 du 28 avril 1993 portant titularisation d'un professeur.

ARTICLE PREMIER - M. El Joud, professeur licencié (indice 810) depuis le 1/10/ 89, est à compter du 1/10/89, professeur licencié 1° échelon AC 1an

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 258 du 28 avril 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'Economie Rurale.

ARTICLE PREMIER - M. Ould Boughah, né en 1945, titulaire du diplôme de l'Economie Rurale de l'Université de l'Economie Rurale de l'Etat de Mauritanie, en service au Ministère du Développement Rural et de l'Economie Rurale, est à compter du 2/1/92, titulaire d'un baccalauréat de l'université Omar El Moctar de Nouakchott, titularisé ingénieur de l'Economie Rurale 1° échelon (indice 810) à compter du 2/1/92, vu ancienneté et du 6/08/92

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 242 du 25 avril 1993 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° R 222 du 28 novembre 1990 autorisant le transfert et l'ouverture d'une clinique médicale

ARTICLE PREMIER - Monsieur Mohamed ould cheikh Abdallahi est autorisé à transférer sa clinique ophtalmologique à une clinique Médicale à Nouakchott îlot K lot 201 avenue Gamal Abdenasser.

ART 2. - cette clinique est placée sous la responsabilité technique du docteur cheikh Tidjani ould Cheikh Abdallahi qui y exercera son art en dehors de ses heures normales de travail. L'intéressé est soumis dans le cadre de l'exercice à titre privé de sa profession aux obligations de l'ordonnance n° 88.143 du 19.10.1988 relative à l'exercice privé de la profession de médecin, pharmacien et chirurgien dentiste.

ART 3. - Nonobstant les sanctions pénales prévues pour l'exercice illégal des professions médicales, le non respect des conditions prévues par les ordonnances n° 87.307 du 15 décembre 1987, 88.143 du 18 octobre 1988 et les textes pris pour leur application, notamment l'arrêté n° 058 du 17 avril 1988, est susceptible d'entraîner soit la suspension provisoire jusqu'à la disparition de l'anomalie constatée soit le retrait définitif de l'autorisation, si l'infraction comise est préjudiciable à la bonne marche de l'établissement concerné.

ART.4.- Le Wali de Nouakchott, le Secrétaire Général du ministère de la Santé et des Affaires Sociales, l'inspecteur général de la Santé, et le directeur de la Médecine hospitalière sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 248 du 27 avril 1993 portant autorisation d'ouverture d'un Laboratoire de prothèse dentaire à Nouakchott.

ARTICLE PREMIER - Monsieur Saloum Demba Tandia est autorisé à ouvrir un laboratoire de prothèse dentaire à Nouakchott département de tevragh Zeina.

ART 2. - Monsieur Saloum Demba Tandia assurera lui-même la gestion technique de ce cabinet et y exercera son art à titre privé à l'exclusion de tout autre lieu.

L'intéressé est soumis dans le cadre de l'exercice à titre privé de sa profession aux obligations de l'ordonnance n° 88.143 du 19.10.1988 relative à l'exercice privé de la profession de médecin, pharmacien et chirurgien dentiste.

ART 3. - Nonobstant les sanctions pénales prévues pour l'exercice illégal des professions médicales, le non respect des conditions prévues par les ordonnances n° 87.307 du 15 décembre 1987, 88.143 du 18 octobre 1988 et les textes pris pour leur application, notamment l'arrêté n° 058 du 17 avril 1988, est susceptible d'entraîner soit la suspension provisoire jusqu'à la disparition de l'anomalie constatée soit le retrait définitif de l'autorisation, si l'infraction comise est préjudiciable à la bonne marche de l'établissement concerné.

ART 4. - Le Wali de Nouakchott, le Secrétaire Général du ministère de la Santé et des Affaires Sociales, l'inspecteur général de la Santé, et le directeur de la Médecine hospitalière sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 249 du 27 avril 1993 portant autorisation d'ouverture d'un cabinet dentaire à Nouakchott.

ARTICLE PREMIER - Madame Moughataa de Sebkhia est autorisée à ouvrir un cabinet dentaire à Nouakchott.

ART 2. - ce cabinet est placé sous la responsabilité technique de la technicienne Moughataa de Sebkhia qui y exercera son art à titre privé à l'exclusion de tout autre lieu. L'intéressée est soumise dans le cadre de l'exercice à titre privé de sa profession aux obligations de l'ordonnance n° 88.143 du 19.10.1988 relative à l'exercice privé de la profession de pharmacien et chirurgien dentiste.

ART 3. - Nonobstant les sanctions pénales prévues pour l'exercice illégal des professions médicales, le non respect des conditions prévues par les ordonnances n° 87.307 du 15 décembre 1987, 88.143 du 18 octobre 1988 et les textes pris pour leur application, notamment l'arrêté n° 058 du 17 avril 1988, est susceptible d'entraîner soit la suspension provisoire jusqu'à la disparition de l'anomalie constatée soit le retrait définitif de l'autorisation, si l'infraction comise est préjudiciable à la bonne marche de l'établissement concerné.

ART 4. - Le Wali de Nouakchott, le Secrétaire Général du ministère de la Santé et des Affaires Sociales, l'inspecteur général de la Santé, et le directeur de la Médecine hospitalière sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement

ACTES REGLEMENTAIRES

Décret 93-069 du 22 mai 1993 Modifiant le Décret n° 91-026/MI du 14/02/91 Portant création et Organisation d'un établissement Public à caractère Administratif dénommé : Télévision de Mauritanie (TVM)

ARTICLE PREMIER : L'article 4 du décret n° 91-026 du 14 février 1991 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Télévision de Mauritanie est modifié comme suit :

L'Organe délibérant appelé Conseil d'Administration Comprend outre son Président :

- Le représentant du Ministère chargé des Relations avec le Parlement
- Le représentant du Ministère chargé des Finances
- Le représentant du Ministère chargé du Plan
- Le représentant du Ministère chargé de la Communication
- Le représentant du Ministère chargé de l'Education Nationale
- Le représentant du Ministère chargé de la Culture et de l'Orientation Islamique
- Le représentant du Ministère chargé des Postes et Télécommunications
- Le représentant de la Banque Centrale de Mauritanie
- Le représentant du Personnel
- Le reste sans changement

ART 2 - sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART 3 - Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement est chargée de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décret 93-070 du 22 mai 1993 Modifiant le Décret n° 91-013/MI du 18/01/90 Portant création et Organisation d'un établissement Public à caractère industriel et commercial dénommé l'Imprimerie Nationale (I.N).

ARTICLE PREMIER - L'article 7 du décret n° 90-013 du 18 janvier 1990 portant création et organisation d'un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé l'Imprimerie Nationale est modifié comme suit :

L'Organe délibérant appelé Conseil d'Administration Comprend outre son Président :

- Le représentant du Ministère chargé des Relations avec le Parlement
- Le représentant du Ministère chargé des Finances
- Le représentant du Ministère chargé de la Communication

- Le représentant de la Culture et de l'Orientation Islamique
- Le représentant du Ministère chargé du Plan
- Le représentant du Ministère chargé de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie
- Le représentant du Ministère chargé de l'Éducation Nationale
- Le représentant du Ministère chargé de la Culture et de l'Orientation Islamique
- Le représentant du Ministère chargé des Postes et Télécommunications
- Le reste sans changement

ART 2 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART 3 - Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement est chargée de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décret 93-071 du 22 mai 1993 Modifiant le Décret n° 91-013/MI du 18/01/90 Portant création et Organisation d'un établissement Public à caractère Administratif dénommé Radio Mauritanie (R.M)

ARTICLE PREMIER : L'article 4 du décret n° 91-013 du 18 janvier 1991 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Radio Mauritanie est modifié comme suit :

L'Organe délibérant appelé Conseil d'Administration Comprend outre son Président :

- Le représentant du Ministère chargé des Relations avec le Parlement
- Le représentant du Ministère chargé des Finances
- Le représentant du Ministère chargé du Plan
- Le représentant du Ministère chargé de la Communication
- Le représentant du Ministère chargé de l'Éducation Nationale
- Le représentant du Ministère chargé de la Culture et de l'Orientation Islamique
- Le représentant du Ministère chargé des Postes et Télécommunications
- Le représentant du Ministère chargé du Développement Rural
- Le représentant du Ministère chargé de l'Énergie
- Le représentant du Ministère chargé de la Culture et de l'Orientation Islamique
- Le reste sans changement

ART 2 - sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART 3 - Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement est chargée de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Banque Centrale de Mauritanie

ACTES REGLEMENTAIRES

DECRET n° 49-93 du 11 mai 1993 portant approbation des comptes de la Banque Centrale de Mauritanie pour l'exercice 1992.

ARTICLE PREMIER. Est approuvée la délibération du Conseil Général de la Banque Centrale de Mauritanie en date du 29 avril 1993 portant approbation du bilan et du compte des pertes

et profits de la Banque
l'exercice allant du 1er
annexés au présent doc

ART. 2. Le gouverneur
Mauritanie est chargé
décret qui sera publi
République Islamique

Conseil Constitutionnel

ACTES REGLEMENTAIRES

Règlement n° 003 du 29 avril 1993 modifiant certaines dispositions du règlement n° 002 du 3 décembre 1992 complétant les dispositions du décret n° 92.04 du 22 août 1992 relatif à la carte d'immunité des membres du Conseil Constitutionnel

ARTICLE PREMIER. L'article 3 du règlement n° 002 du 3 décembre 1992 complétant les dispositions du décret n° 92.04 du 22 août 1992 relatif à la carte d'immunité des membres du Conseil Constitutionnel est modifié ainsi qu'il suit :

Dans la première phrase de l'alinéa unique, au lieu de " la carte d'immunité est signée du Président du Conseil Constitutionnel " lire: " la carte d'immunité est signée du Président de la République " .

paragraphe a 3° : au lieu du conseil constitutionnel lire " Présidence de la République "

Au paragraphe b, 1er supprimer toute la phrase et lire : " Nous Président de la République attestons que le titulaire de la présente carte jouit des immunités reconnues aux parlementaires conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 81 de la constitution.

En conséquence nous
autorités de la Républ
de le laisser passer et
de nécessité conformém

Au paragraphe b, 3e a
Président de la Républ

ART. 2. Conforméme
règlement de nouvel
délivrées aux membres
Les anciennes cartes
aux archives du Consei

ART. 3. Le présent reg
Officiel de la Républiq

III - ANNONCES

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SOCOGIM DU 30 NOVEMBRE 1992

Après examen, l'assemblée Générale de la Socogim a approuvé le projet de modification des statuts de la société en annexe.
Ce texte a pour objet d'harmoniser les anciens statuts de la société avec les dispositions du décret 91-072 du 20 avril 1991 portant statut type des sociétés à capitaux publics

STATUTS DE LA SOCIETE DE CONSTRUCTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE MAURITANIE SOCOGIM

TITRE I

FORME- OBJET-DENOMINATION SIEGE ET DUREE DE LA SOCIETE

ARTICLE PREMIER - FORME : Il est créé, en la forme commerciale, entre les souscripteurs et propriétaires ultérieurs des actions ci-après créées et les attributaires, souscripteurs ou propriétaires de celles qui pourront l'être par la suite, une Société à capitaux publics au sens où cette expression est entendue par l'ordonnance 90-09 du 04 avril 1990 relative aux Etablissements publics et aux Sociétés à capitaux publics, et par les présent statuts.

ART 2 - OBJET : La Société a pour objet de procéder à l'étude et à la réalisation de toutes entreprises et de toutes opérations concernant directement ou indirectement l'amélioration et le développement de l'habitat à bon marché en République Islamique de Mauritanie.

A Cette effet, la Société effectuera toutes les opérations mobilières, immobilières, commerciales et financières se rapportant aux objets définis ci-après et à des objets similaires ou annexes.

Elle pourra notamment :

1- Acheter, aménager et lotir des terrains ;
2- Construire des logements et éventuellement en acheter, en vue de la vente au comptant, de la vente à crédit sous toutes ses formes, de la location simple, ou de la location vente, en consacrant la priorité à la viabilisation de terrains destinés aux usagers nationaux à revenu moyen ;

3- Conclure et exécuter toutes conventions, avenants et accords avec l'Etat, les collectivités publiques et d'une manière générale, tous établissements ou entreprises publics ou privés, en vue de faciliter ou d'assurer l'aménagement, la construction ou la gérance de tous bâtiments et terrains, de réaliser toutes opérations immobilières d'intérêt public et tous travaux correspondant à l'objet cité au présent article ;

4- Participer, dans le cadre des programmes d'assistance technique, à toutes études et réalisations dans le domaine de l'urbanisme.

ART 3 - DENOMINATION : La Société prend la dénomination Sociale de "Société de Construction et de Gestion Immobilière de Mauritanie", en abrégé "SOCOGIM"

Dans tous les actes, factures et autres documents émis, la dénomination sera précédée des mots écrits lisiblement "Société d'économie mixte à capitaux publics".

ART 4 - SIEGE : Le siège social est fixé à la République Islamique de Mauritanie. Il peut être transféré par l'Assemblée Générale des Actionnaires. Des sièges administratifs et de direction pourront être créés. L'Administration le juge.

ART 5 - DUREE : La durée de la Société est fixée à quatre Vingt Dix neuf (29) ans, à compter du 30 novembre 1974, sauf les cas de prorogation prévus aux articles suivants.

CAPITAL SOCIAL-ACTIONS

ART 6 - MONTANT DU CAPITAL.

Le capital de la Société est fixé à *Vingt quatre Millions de Mille* (584.282.000) Ouguiya. Il est divisé en Quatre Vingt Quatre Mille (584.282) actions de 1.000 Ouguiya chacune.

Il est souscrit par les Actionnaires ci-après :

Noms des Actionnaires

R.I.M. (Etat)
C.N.S.S
Etablissements Maritimes
SONIMEX
S.N.I.M
U.B.D. ex BMDC
C.D.C-SCEP INTER-SON
SONELEC
B.A.I.M
O.P.T.
C.G.E.M.
S.M.P.I.
CHAMBRE DE COMMERCE
SOMACO TP
E.G.B
G.D.E.M
B.N.M. ex SMB, BIMA
SOCIM
O.R.T.M

ART 7 - AUGMENTATION DU CAPITAL

a) - Le capital social peut être augmenté plusieurs fois, soit par émission de nouvelles actions, soit par utilisation des réserves disponibles.

b) - En cas d'augmentation du capital, les actions payables en espèces ont un droit de préférence sur les actions nouvelles dans la mesure où elles ne sont pas possédées par les actionnaires.

La Société peut exiger que la signature des parties soit vérifiée par un officier public, sous réserve des exceptions pouvant résulter des dispositions légales. Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Les cessions ou mutations d'actions suivantes sont libres et sont régularisées immédiatement :

1 - La cession d'une action pour permettre à une personne physique ou morale non Actionnaire de pouvoir devenir Administrateur, sous réserve de son élection aux fonctions d'Administrateur.

2 - La cession d'action résultant d'une fusion, d'une scission, ou d'un apport partiel d'actif à une autre Société.

3 - Les mutations d'actions au profit des héritiers ou ayant-droits et le cas échéant, du conjoint survivant d'un actionnaire décédé, s'effectuent librement.

Toutes autres cessions entre vifs, même entre Actionnaires, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, doivent pour devenir définitives être agréées par le Conseil d'Administration.

A cet effet, le cédant remet à la Société son certificat nominatif d'actions, une demande de transfert indiquant notamment le nombre des actions à céder, les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé et, si les actions ne sont pas intégralement appelées, l'acceptation du transfert signée par le cessionnaire.

Le refus d'agrément doit être motivé; le Conseil doit notifier sa décision au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trente jours de la demande sus-visée.

Si la demande est acceptée, le transfert est effectué dans les cinq jours de la notification.

En cas de refus d'agrément du bénéficiaire de la cession, l'auteur du projet de cession dispose lui-même d'un délai de cinq jours à compter de la réception de la lettre du Conseil d'Administration pour notifier au Conseil, par la même voie, soit qu'il renonce à son projet de cession, soit qu'il accepte de se conformer aux conditions essentielles exigées par le Conseil.

L'auteur par lui-même de ce faire en ce dernier délai, les actions à céder sont offertes aux Actionnaires moyennant le prix qui sera fixé d'accord entre le cédant et la Société ou, à défaut d'accord, par les deux experts nommés, l'un par le ou les cédants, l'autre par la société avec faculté pour les experts, en cas de désaccord entre eux, de s'adjoindre un tiers expert dont l'avis est prépondérant.

A défaut par l'une des parties de désigner son expert, dans les huit jours qui suivront celui de la réception de la demande qui aura été adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou si les experts désignés sont empêchés de remplir leur mission ou ne se mettent pas d'accord sur le choix d'un tiers expert, il est procédé à la nomination ou au remplacement du ou des experts sur simple ordonnance rendue par Monsieur le Président de la Chambre Commerciale du Tribunal du Siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

L'expertise doit être faite d'office à compter du jour de la désignation par justice du second des deux experts. Le rapport doit indiquer comment on a compris la jouissance de l'action cédant et à la société par la diligence des experts. Les frais sont supportés pour moitié par le cédant et pour moitié par le ou les acquéreurs.

Dans les quinze jours qui suivent, soit par voie d'accord, soit par décision du Conseil d'Administration des actionnaires, par lettre de réception, le nombre et le prix.

Les actionnaires disposent d'un délai de quinze jours pour se porter acquéreurs d'actions. La demande excédant le nombre d'actions en défaut d'entente entre les actionnaires sont offertes aux actionnaires dans leur part dans le capital social. Les demandes.

La cession au nom du ou des actionnaires est régularisée d'office sur la décision du Conseil d'Administration ou sans qu'il soit besoin de celle-ci. L'avis en est donné audit Conseil d'Administration recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de l'acquisition, avec avis de réception au siège social par lettre recommandée, lequel n'est pas productif.

Le droit de préemption des Actionnaires dans les conditions fixées, doit porter sur la totalité des actions. A défaut, le transfert de la totalité des actions est régularisé au profit du ou des actionnaires de la cession.

ART 12 - DROIT DES ACTIONS

a) - Les droits et obligations des Actionnaires suivent le titre en quelque forme que soit la possession de l'action emportant la preuve aux statuts et aux décisions générales.

b) - Toute action est considérée comme telle à l'égard de la société. Les Actionnaires, quel que titre que ce soit, ne peuvent représenter auprès de la société ou par un mandataire co-actif ou par un mandataire co-passif à l'Assemblée générale Actionnaire. Lorsqu'une action est transférée, la Société ne reconnaît que l'avis de la communication, ainsi que les décisions des Assemblées générales ordinaires.

c) - Les héritiers, créanciers ou autres personnes ne peuvent, sous quelque forme que ce soit, provoquer l'opposition des papiers de la Société, ni empêcher dans son administration l'exercice de leurs droits. Les inventaires sociaux et l'Assemblée générale.

ASSEMBLEES GENERALES

Les Actionnaires se réunissent en Assemblées générales lesquelles sont qualifiées :

b) d'Assemblées générales à caractère constitutif lorsqu'elles sont appelées à vérifier les apports en nature ainsi que les avantages particuliers ;
c) - d'Assemblées générales ordinaires dans tous les autres cas, qu'ils s'agissent de l'Assemblée générale ordinaire annuelle ou des Assemblées générales ordinaires réunies extraordinairement.

L'Assemblée générale ordinaire est convoquée
extraordinairement :

Soit par le ou les Commissaires aux Comptes dans les cas prévus par la loi et par les statuts.

Les Assemblées générales extraordinaires et les Assemblées générales à caractère constitutif sont convoquées par le Conseil d'Administration lorsqu'il en reconnaît l'utilité.

ART 14 - CONVOCACTIONS

Les convocations que l'Assemblée convoque à l'avance. Les Convocations sont faites soit par avis inséré dans l'un des journaux d'annonces légales du lieu du siège social, soit par lettres recommandées adressées aux actionnaires, aux derniers domiciles qu'il auront fait connaître. Si la convocation a eu lieu par un avis, les actionnaires qui en font la demande sont convoqués à leurs frais au moyen de lettres expédiées dans le délai imparti pour la convocation des Assemblées.

Les Assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville, suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans cette convocation.

L'Assemblée générale pourra aussi se réunir sur simple convocation verbale et sans délais si toutes les actions sont représentées et ce, même pour les Assemblées constitutives ou assimilées.

Pour avoir le droit d'assister à l'Assemblée générale, les actionnaires doivent être inscrits sur les registres de l'Assemblée. Toutefois, le Conseil d'Administration peut, s'il le juge convenable, accepter les transferts de titres et les actionnaires présents à une Assemblée générale différente de celle prévue par le règlement de versement exigible. Le Conseil d'Administration peut également, à la mesure générale, décider de ne pas prendre en compte les votes exprimés par les actionnaires appelés et exigibles.

Toute actionnaire ayant
assemblée générale p
un mandataire qui doit
la forme des pouvoirs
produire sont dété
d'Administration.
Le gérant ou le délégu
représentant d'un incap
sans être personnellem
mariées sont représen
l'administration de leur
Le nu-propriétaire
convention contrain
valablement représen
est dit plus haut.

L'Assemblée est présidée par le Directeur d'Administration ou, à défaut, par le Directeur Administrateur désigné par le Président.

Les fonctions de scrutateurs des deux Actionnaires représentent le plus grand nombre d'actions. Le bureau désigne le Secrétaire en dehors des membres du bureau. Il est tenu une feuille de présence et des domiciles d'Actionnaires. Le nombre des actions possédées par chaque Actionnaire est inscrit sur cette feuille dument vérifiée. Les Actionnaires présents ou leurs mandataires sont inscrits sur la feuille du bureau, est déposée aux archives du bureau des mandataires et peut être consultée par tout Actionnaire requérant.

L'ordre du jour est au
convocation. Il n'y est
émanant du Conseil
Commissaires aux Com
l'Assemblée générale
Communiquées au Com
avant la réunion et qu
plusieurs membre de
moins le quart du Capit
Il ne peut être mis en
que ceux portés à l'ordr

Chaque membre de l'Assemblée possède ou représente une limitation. Toutefois, dans les caractères d'Assemblée de l'Assemblée ne peuvent pas, tant en son mandat.

ART 19 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations de toutes Assemblées sont constatées par des procès verbaux signés par les membres du bureau. Ils sont reportés sur un registre spécial tenu au siège social de la société, soit par écriture manuscrite, soit par dactylographie sur des feuilles qui sont ensuite scellés sur les pages du registre.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Président ou par deux Administrateurs. Après la dissolution de la société, les copies ou extraits qu'il pourrait y avoir encore à produire seront signés par le ou l'un des liquidateurs de celle-ci.

ART 20 - EFFETS DES DELIBERATIONS

Les Assemblées générales régulièrement constituées représentent l'universalité des Actionnaires.

Leurs délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents, les incapables et les dissidents.

PARAGRAPHE 2 - REGLES SPECIALES AUX ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES**ART 21 COMPOSITION**

Les Assemblées générales ordinaires annuelles ou convoquées extraordinairement, se composent de tous les Actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles.

ARTICLE 22 QUORUM-MAJORITE

Les Assemblées générales ordinaires annuelles ou convoquées extraordinairement, doivent être composées d'un nombre d'Actionnaires ou le représentant légaux ou statutaires d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. Ce quorum n'est toutefois calculé qu'après déduction de la valeur nominale des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

Si ce quorum n'est pas atteint l'Assemblée est convoquée de nouveau dans les formes ci-dessus prévues, mais le délais de convocation est ramené à huit (8) jours, sous réserve de ce qui est dit à l'article 14 pour les convocations verbales et sans délai.

Dans cette deuxième réunion, l'Assemblée générale délibère valablement, quel que soit le nombre des actions représentées, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

A ces Assemblées, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

ART 23 - POUVOIRS

L'Assemblée générale ordinaire entend le rapport du Conseil d'Administration et les rapports du ou des Commissaires aux Comptes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes. La délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a été précédée de la lecture des rapports du ou des Commissaires.

Elle approuve ou désapprouve les convocations visées par l'article 40 de la loi du vingt quatre juillet mille huit cent soixante sept.

Elle fixe les dividendes à répartir sur la proposition du Conseil d'Administration ainsi que la date de leur mise en paiement. Elle fixe les prélèvements à effectuer pour la Constitution de fonds de réserves et de prévoyance et décide tous reports à nouveau des bénéfices d'une année sur la suivante.

Elle fixe la valeur des jetons de présence ou la rémunération du Conseil d'Administration et la rénumération des Commissaires aux comptes.

Elle peut, en outre, Capital social.

Elle statue sur toutes a donner au Conseil d'Ad emprunts par voie d'én avec ou sans garantie souverainement sur to sauf dans les cas prévus

PARAGRAPHE 3 - ASSEMBLEES GENERALES**ART 24 - COMPOSITION**

L'Assemblée générale tous les Actionnaires statutaires d'Actionnaires leurs actions libérées d

ART 25 - QUORUM

Les Assemblées à c Assemblées extraordini constituées et ne déli qu'elles sont composée la moitié au moins du c Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

Si la première Assembl capital social, une n convoquée dans les fo insertions faites, l'une du siège social, l'autr recevoir les annonces le convocation reproduit

Si la seconde Assemblé troisième Assemblée insertion au Journal O

ART 26 - POUVOIRS

L'Assemblée générale extraordinaire peut, sur proposition du Conseil d'Administration, modifier le Statut de l'Entreprise dans toutes ses dispositions, pourvu qu'elle respecte le cadre général constitué par le décret n° 91-072 du 20 avril 1991 portant approbation du statut-type des Sociétés à capitaux publics; elle ne peut toutefois changer la nationalité de la Société, ni augmenter les engagements des Actionnaires.

Elle peut décider, notamment, sans que l'énumération ci-après ait un caractère limitatif:

- La transformation de la société en société de toute autre forme, ou en établissement public.
- La dissolution anticipée de la société et sa fusion avec un ou plusieurs Sociétés constituées ou à constituer.

Péalablement à toute Assemblée Générale extraordinaire modificative des statuts, le texte imprimé des résolutions proposées sera tenu à la disposition des actionnaires au Siège Social, quinze jours au moins avant la date de réunion.

TITRE IV**ARTICLE 27 COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Pour la SOCOGIM, il est désigné un ou plusieurs commissaires aux comptes par arrêté du Ministre chargé des Finances. Le commissaire aux comptes est choisi sur le tableau de l'ordre national des Experts comptables.

Les commissaire aux comptes ont pour mandat de vérifier les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la société et de contrôler la sincérité des inventaires, des bilans et des comptes.

A cet effet, ils peuvent opérer à tout moment les vérifications et les contrôles qu'ils jugent opportuns et font rapport à l'Assemblée générale.

S'ils le jugent opportun les commissaires aux comptes peuvent demander la convocation d'une session extraordinaire de l'assemblée générale.

Les commissaires aux comptes sont tenus d'adresser copie de leurs rapports à la cour des comptes.

Le mandat des commissaires aux comptes est d'un an renouvelable.

Les commissaires aux comptes reçoivent une éménagement dont l'importance est fixée par l'Assemblée générale et dont le montant est porté dans les frais généraux.

ADMINISTRATEUR**ARTICLE 28 COMPOS**

La SOCOGIM est une société anonyme d'administration commerciale. Elle est soumise à la loi de l'Etat. Elle est soumise à la surveillance du conseil des Ministres. Elle est soumise à la surveillance du conseil des Ministres chargé du secteur d'activité.

ARTICLE 29 - ACTIONNAIRES

Les actionnaires représentent la propriété publique mauritanienne. La durée de leurs fonctions est de trois ans. Ils peuvent exercer plusieurs actions affectées à la SOCOGIM.

ARTICLE 30 - NOMINATION

a- La durée des fonctions est de trois années, sauf renouvellement. En ce qui concerne les actionnaires de la République Islamique de Mauritanie, la durée de leurs fonctions est de trois années. Ils peuvent exercer plusieurs actions affectées à la SOCOGIM. Leur mandat perdent la qualité en cas de décès ou de démission.

Tout membre sortant est rééligible.

b- De même, si un membre sortant est réélu, il doit d'exercer ses fonctions pendant une durée de trois années. Le remplacement se fait par décision du conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances. Si la République Islamique de Mauritanie s'agit d'un représentant, le remplacement se fait par décision du conseil des Ministres. Les nominations doivent être renouvelées tous les trois ans.

L'Administrateur nommé par le conseil des Ministres dont le mandat n'était pas renouvelé, continue de son mandat jusqu'à la fin de sa durée.

c- Au cas où l'Administrateur nommé par le conseil des Ministres est compétente, s'il s'agit d'un représentant de la République Islamique de Mauritanie, pas ces nominations par le conseil des Ministres. Les administrateurs dont le mandat n'est pas renouvelé, continue de son mandat jusqu'à la date de son renouvellement. Ils demeureront pas moins en fonction jusqu'à la date de leur renouvellement.

ARTICLE 31 - BUREAU DU CONSEIL.

a- Le Président du conseil est nommé par décret en conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé du suivi de la société. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

b- Le conseil nomme un Secrétaire du conseil d'administration chargé de tenir les registres du conseil d'administration, de rédiger les procès verbaux de session et préparer et transmettre l'ordre du jour aux administrateurs. Le secrétaire du conseil d'administration est choisi et désigné par le Président du conseil.

ARTICLE 32 - REUNIONS ET DELIBERATIONS DU CONSEIL.

a- Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire trois (3) fois par an sur convocation de son président et autant de fois que le nécessite la gestion de la société en session extraordinaire. Toute forme de représentation des Administrations est exclue.

b- La présence effective de la majorité des membres du conseil est nécessaire pour valider les délibérations.

c- Les délibérations sont constatées par les procès verbaux réunis en un registre spécial et signé par le président, de la séance et par le Secrétaire du Conseil d'Administration.

Les copies ou extraits de ces procès verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés soit par le Président, soit par deux administrateurs.

d- La justification du nombre des Administrateurs en exercice, de leur nomination, du nombre des Administrateurs présents résultent vis à vis des tiers, de l'indication dans le procès verbal de chaque réunion et dans l'extrait qui en est délivré des noms des Administrateurs présents et ceux des Administrateurs absents.

ARTICLE 33 - POUVOIRS DU CONSEIL.

Le conseil d'Administration est investi de tous pouvoirs nécessaires pour orienter, impulser et contrôler les activités de la société, sous réserve des pouvoirs reconnus à l'autorité chargée du suivi de l'entreprise et au Ministre chargé des Finances par ordonnance n° 90.09 du 4 avril 1990, délibère, d'une manière générale, sur toute question utile pour orienter l'activité de la société ou sa gestion.

Il a notamment attribution pour délibérer sur les questions suivantes :

- l'approbation des comptes de l'exercice passé et du rapport annuel de l'activité ;
- les plans de la société
- l'approbation des budgets
- l'autorisation des emprunts, avals et garanties
- l'autorisation des ventes immobilières
- la fixation des conditions de rémunérations y compris celles du Directeur Général et éventuellement du Directeur Général Adjoint
- l'approbation des tarifs et révisions y afférentes
- l'approbation de contrats, programmes
- l'approbation des statuts des employés et du règlement et organisation intérieur
- l'autorisation des prises de participations financières
- l'adoption des règlements intérieurs et la composition de la commission des marchés et des contrats

ARTICLE 34 - COMITE

Dans l'exercice du conseil d'Administration est constitué un comité dénommé "comité de gestion" auquel il délègue l'exécution, le contrôle des délibérations et direct

Le comité de gestion, dont, obligatoirement d'Administration. Il s'assemble les deux mois et autan

ARTICLE 35 - DIRECTEUR

Le directeur général d'Administration, sur la proposition du Président, sous réserve des attributions du conseil d'Administration, relevant de l'autorité présente Statuts, le Directeur pour assurer le fonctionnement de la société en toutes opérations relatives à l'article 2 ci avant

Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'Administration auquel il est ordonnateur du

Il élabore les plans d'investissement et p, les recettes et des dépenses. Elle présente la société, les actes de la vie civile

Il détermine, dans les limites de la loi, la vigueur, l'emploi des fonds, les besoins de trésorerie et les réserves

Il a autorité sur l'ensemble de la société. Il fixe la rémunération des agents dans le cadre approuvé par le conseil

Il a sous réserve des dispositions de l'ordonnance 90.09 du 4 avril 1990, matière de recrutement des agents et cadres de la société. Il peut, sous sa responsabilité, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs agents

ARTICLE 36 - SIGNATURE

Tous les actes et engagements de la société, retraites de fonds et engagements bancaires, débiteurs, souscriptions, endos, acquits d'effets de commerce, par le Directeur Général

ARTICLE 37 - REMUNERATION DU DIRECTEUR D'ADMINISTRATION

La rémunération du Directeur d'Administration est constituée par l'ensemble des émoluments déterminés par l'Assemblée Générale approuvée par le Ministre des Finances, maintenu jusqu'à décision du conseil d'Administration juge utile.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Toutefois, par exception, le premier exercice social de la société comprend le temps écoulé depuis la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1974.

Il est établi, chaque année, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif dans lequel les divers éléments de l'actif subissent les amortissements jugés nécessaires par le conseil d'Administration et, en outre, un compte de résultats en conformité avec l'article 35 modifié de la loi du 24 juillet 1867.

L'inventaire, le bilan et le compte de résultats sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, quarante jours au moins avant la date de l'Assemblée générale ordinaire annuelle et présentés à ladite assemblée par le conseil d'Administration.

Pendant les quinze jours précédant la réunion de ladite Assemblée, ces documents, ainsi que tous autres qui, d'après la loi, doivent être communiqués à cette Assemblée, et la liste des actionnaires, sont tenus au siège sociale, à la disposition des actionnaires. Tout actionnaire peut, en outre, à toute époque de l'année, avoir connaissance au siège social de tous les documents qui ont été soumis aux Assemblées générales durant les trois dernières années et des procès-verbaux de ces assemblées.

Les produits de la société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et de toutes charges sociales, de tous amortissements jugés utiles par le conseil d'Administration et du montant des amortissements et comptes provisionnels pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour constituer les fonds de réserves prescrits par la loi; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint une somme égale au dixième du montant du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au - dessous de ce dixième.

En sus de ce fond de reserve légal, il peut être institué un fonds de reserve facultatif pour cinq pour cent des bénéfices.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée qui détermine notamment les montants à inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation ou l'emploi, à reporter à nouveau ou à distribuer aux actionnaires.

En cas de pertes, elle en décide l'affectation à tels comptes qu'elle juge utile.

Après avoir constaté l'existence des réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution des sommes prélevées sur ces réserves.

Dans ce cas, la décision indique expressément les parties de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

L'époque, le mode et dividendes sont fixés annuelle.

Le dividende de chaque paiement représentant, par le coupon arrondi au plus près, la déduction des impôts. Le coupon est réservé, le cas échéant, à la prochaine distribution.

Les dividendes sont vala
titre

Ils peuvent ainsi, sur la
payés par chèque ou v
chèque ou virement pos
prescriptions de l'article
1934

ARTICLE 42 - DISSOLU

ARTICLE 42 - DISSOLUTION
A toute époque, l'Assemblée
peut, sur la proposition
prononcer la dissolution au

En cas de pertes des trois quarts du capital, l'Assemblée générale a le droit de statuer sur la nécessité d'augmenter le capital de la société, de réduire les réserves ou de procéder à la liquidation de la société. L'Assemblée générale a également le droit de statuer sur la démission des commissaires, ou si les commissaires ne se réunissent pas régulièrement, de constituer une commission d'enquête. L'Assemblée générale a également le droit de statuer sur la démission des commissaires, ou si les commissaires ne se réunissent pas régulièrement, de constituer une commission d'enquête. L'Assemblée générale a également le droit de statuer sur la démission des commissaires, ou si les commissaires ne se réunissent pas régulièrement, de constituer une commission d'enquête.

A l'expiration de la soci-
anticipée, l'Assemblée
proposition du conseil de
liquidation et nomme un
elle peut aussi instituer
liquidation dont elle de
fonctionnement et les p
rémunération des liquida
de liquidation.

La nomination des liquidateurs des administrateurs et de Si aucun Administrateur société étant dissoute a nommé, l'Assemblée qui le ou les premiers liquidateurs, pourra l'Actionnaire le plus du propriétaire que d'une se

Pendant la liquidation, générale continue d'une société, cette Assemblée, troisième alinéa du présent article, ou les liquidateurs, elle, ceux, et et, en cas d'absence des liquidateurs en fin de liquidation, aucun liquidateur en ex-Président, elle confère, spéciaux aux liquidateurs de la liquidation et donne

Les liquidateurs ont pour mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif. Sauf les restrictions que l'Assemblée générale peut apporter, ils ont à cet effet, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages de commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu et consentir avec ou sans constatation de paiement, tous désistements et mainlevées.

En outre, avec l'autorisation de l'Assemblée générale, ils peuvent faire le transport et la cession à tous particuliers ou à toute autre société, soit par voie d'apport, soit autrement, de tout ou partie des biens, droits, actions et obligations de la société dissoute et de ses titres ou des espèces.

Sauf décision contraire, dans la délibération qui les nomme, les liquidateurs peuvent agir ensemble ou séparément.

Les liquidateurs doivent convoquer l'Assemblée lorsqu'ils en sont requis par un actionnaire ou un groupe d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital et mettre à l'ordre du jour la question signalée par l'actionnaire ou ce groupe d'actionnaires. Faute par eux de se conformer à cette demande, dans les trente jours de celle-ci, l'actionnaire ou le groupe d'actionnaires peut convoquer directement l'Assemblée.

L'Assemblée sera présidée, dans ces deux cas, par l'un des actionnaires ayant provoqué la réunion.

L'actif de la société dissoute servira d'abord à payer le passif et les charges sociales, puis à rembourser aux actionnaires le montant libéré et non amorti du capital social.

Le surplus produit par la liquidation sera réparti sur les actionnaires proportionnellement à leur part dans le capital social de la société.

Les titres composant le portefeuille sont répartis entre les ayants droits ; ils devront accepter leur part en nature de ces titres d'après les évaluations qui en auraient été faites par l'Assemblée générale ordinaire.

TITRE VIII CONTESTATIONS

ARTICLE 44 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, soit entre les actionnaires et la société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la société, sans avoir égard au lieu de son domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les contestations de nature judiciaires et extra-judiciaires au parquet du Tribunal de Commerce du siège social.

Le domicile élu forme l'unique lieu de l'attribution de compétence des tribunaux du siège social.

ARTICLE 45 - PUBLICITÉ
Les présents statuts seront déposés au Tribunal de Commerce de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott,

Pour l'Assemblée Générale,

Le

DIALLO MAHMOUD

AVIS

Il est porté à la connaissance de la copie du Titre foncier de la commune de Nouadhibou, au nom de la commune de Nouadhibou, Com. Nouakchott le 29 / 05 / 1994.

le Greffier

Mohamed

AVIS

Il est porté à la connaissance de la copie du Titre foncier de la commune de Mouchtaba O. Nouakchott le 25 / 04 / 1994.

le Greffier

Mohamed

AVIS

Il est porté à la connaissance de la copie du Titre foncier de la commune de Mouchtaba O. Nouakchott le 25 / 04 / 1994.

Mohamed

AVIS

Il est porté à la connaissance de la copie du Titre foncier de la commune de Mouchtaba O. Nouakchott le 25 / 04 / 1994.

Mohamed

AVIS

Il est porté à la connaissance de la copie du Titre foncier de la commune de Mouchtaba O. Nouakchott le 25 / 04 / 1994.

Mohamed

AVIS

Il est porté à la connaissance de la copie du Titre foncier de la commune de Mouchtaba O. Nouakchott le 25 / 04 / 1994.

Mohamed

Récépissé n° 00720 du 24 avril 1993 de déclaration d'une Association dénommée "Association Mauritanienne des Colonies de Vacances".

Le ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications délivre par le présent document, aux personnes ci - après désignées, le récépissé de la déclaration d'une association définie comme suit et régie par la loi 64 - 098 du 9 juin 1964 relative aux associations et ses textes modificatifs, notamment les lois 73 - 007 du 23 janvier 1973 et 73 - 157 du 2 juillet 1973.

Ont été déposées, les pièces suivantes :

- Demande en date du 19/01/1992 ;
- Procès - verbal de l'assemblée générale ;
- Statuts de l'association
- Règlement intérieur ;

Les responsables de ladite association sont tenus de donner à la déclaration qui fait l'objet du présent récépissé, la publicité exigée par les lois et règlements en vigueur et en particulier, ils feront procéder à sa publication au journal officiel conformément à l'article 12 de la loi 64 - 098 du 9 juin 1964 sur les associations.

Toute modification apportée aux statuts de ladite association, tout changement intervenu dans son administration ou direction devront être déclarés dans un délai de trois (3) mois au ministère de l'Intérieur (article 14 de la loi 64 - 098 du 9 juin 1964 relative aux associations).

But de l'association :

- "Association Mauritanienne des Colonies de Vacances" poursuit les objectifs suivants:
- former et entraîner des enfants sur des activités de loisir
- organiser des caravanes de jeunesse
- installer des campements d'été sur toute l'étendue du territoire
- encourager et promouvoir des activités à caractère culturel et social

Siège de l'association

Le siège de l'association est à
Durée de l'association

La durée de l'association est illimitée.

Composition du bureau :
Président

- Sidi Mohamed ou

Secrétaire Général

- Abdallahi ould Su

Responsable des relations

- Mohamed Lemine

Trésorier

- Sidina ould Moha

Responsable des activités

- Mohamed Lemine

Responsable à l'organisat

- Mohamed Mah

- Moctar

Responsable à la santé

- Ahmed ould seyid

CONSERVATION DE LA F
FON

Bureau de

AVIS DE DEMANDE

au livre foncier d

Suivant réquisition, n° 3
1993

La coopérative El Vaiz p
Nouakchott et domicilié à
Il demande l'immatricul
cercle du Trarza d'un imm
d'une contenance totale de

situé à Nouakchott Tensw
connu sous le nom de lot
et borné au Nord par une
Est par le s/n et Ouest par

Il déclare que ledit imme
d'un acte administratif
Nouakchott, le 1/11/1992
et n'est, à sa connaissance
charges réels, actuels ou é
après détaillés, savoir : né
Toutes personnes intéres
opposition à la présente in
conservateur soussigné, d
compter de l'affichage du
incessamment en l'audi
instance de Nouakchott

Le conservateur de
Dione